

SITUATION SÉCURITAIRE

Les raisons du recul du terrorisme

Al-Qaïda au Maghreb n'a pas publié au mois de septembre dernier le bilan mensuel de ses actes criminels, tout comme elle ne l'a pas fait pour le mois d'août alors qu'elle n'a eu de cesse de le diffuser mensuellement depuis le début de l'année en cours jusqu'à juillet dernier.

Ces deux derniers mois, l'organisation terroriste a continué à faire couler le sang des Algériens, autant parmi les forces de sécurité que parmi les civils. Mais son terrorisme est devenu si peu significatif par rapport aux prétentions affichées durant le printemps dernier qu'elle n'ose plus en revendiquer les actes d'autant plus qu'ils apparaissent de plus en plus isolés à la fois dans le temps et dans l'espace.

A l'heure actuelle, ce ne sont surtout que des groupes, apparemment très réduits au regard de la nature des attentats commis, qui continuent à s'agiter autour du massif

forestier de Sidi Ali Bounab (Draâ Ben Khedda, Tadmaït) ou dans le Djurdjura (Takhoukht), dans la wilaya de Tizi Ouzou, appartenant aux katibate El-Ansar et En-Nour, dans le nord du centre de Boumerdès (Zemmouri, Leghata) et qui appartiendraient à la katibat El-Arqem, et dans une moindre mesure ce qui reste de la katibat El-Farouq, dans le nord-ouest de la wilaya de Bouira.

Ce recul manifeste de l'activité terroriste est assurément le résultat de l'offensive estivale des forces de sécurité dont le déploiement efficace, lui-même orienté à partir du renseignement recueilli auprès de

la masse des membres des réseaux de soutien et des terroristes arrêtés ou parfois «repentis», a permis une meilleure couverture des zones névralgiques. Mais ce même recul est également, en partie, le résultat de la propre évolution d'Al-Qaïda au Maghreb.

Elle a, en effet, perdu un nombre considérable de ses membres les plus anciens dont se constituait le GSPC avant et après son allégeance à Ben Laden et dont les «nouveaux» sont à la fois moins aguerris et surtout pas suffisamment convaincus par les thèses idéologiques copiées sur celles d'Al-Qaïda-mère, leur présentant l'Etat algérien comme un Etat au service exclusif de l'Amérique, de la France et pro-sioniste, et ses dirigeants comme des «apostats» tout comme ses agents et ses forces de sécurité.

Nombre de ses terroristes, même s'ils ne sont pas nombreux, ont choisi de se «repentir», encouragés par la «réconciliation nationale» et réconfortés par les «avis religieux» de certains oulémas du Moyen-Orient qui ont déclaré «nul» d'un point de vue religieux le «djihad» dans un pays comme l'Algérie.

Mais tous les autres qui refusent de reconnaître qu'ils se sont fourvoyés en basculant dans le terrorisme et en commettant les crimes les plus abominables continuent à persister dans leur aveuglement. Ce sont eux qui s'agitent encore à l'heure actuelle et dont le nombre ne cesse de régresser pour ne se limiter surtout que dans certaines zones des wilayas de Tizi-Ouzou, Boumerdès, Bouira et, dans une moindre mesure, dans le sud-ouest et le centre-est du pays.

Cependant, le gros de ces groupes terroristes encore dans les maquis s'est visiblement mis dans une position de «wait and see», tout en se terrant pour se protéger de l'offensive des forces de sécurité.

Leur attitude future dépendra de la réponse de l'intégriste jordanien Abou Mohamed Al-Maqdissi aux «éclaircissements» d'ordre idéologique que voudrait obtenir de lui leur terroriste en chef, Abdelmalek Droukdel, dit Abou Mos'ab Abdelwadoud.

Pour le moment, rien n'a filtré sur les questions qu'il devait lui poser. Mais ce qui est certain, c'est que Al-Maqdissi, en publiant la lettre que lui a transmise l'«émir» d'Al-Qaïda au Maghreb (voir *Le Soir d'Algérie* de samedi dernier), s'est mis dans des sales draps. S'il se prononcera dans le sens où ses «éclaircis-

sements» vont encourager la poursuite du «djihad», il va lui-même se mettre en situation de commanditaire attiré du terrorisme pour une organisation précise et dans un pays précis.

Dans le cas contraire, ce sera Al-Qaïda qui recevra une sacrée gifle, et il devra s'attendre aux foudres de ses partisans.

En attendant les résultats de ces tractations entre l'organisation terroriste et celui vers lequel elle s'est tournée pour être «éclairée» et qui probablement ne seront jamais rendus publics, la lutte antiterroriste dispose d'une conjoncture sans doute la plus idéale pour augmenter la pression contre les maquis qui ont continué à s'agiter ces deux derniers mois pour les contraindre à choisir entre la reddition et l'extermination.

Mohamed Issami

PROCÈS SHERMAN-RIVOIRE

Preuve faite de l'acharnement des adeptes du «qui-tue-qui ?»

Deux coups de théâtre jeudi 1^{er} octobre au procès du journaliste de Canal +, Jean Baptiste-Rivoire, accusé par Rina Sherman de violences volontaires préméditées sur son compagnon, le journaliste Didier Contant. D'abord la vaine tentative, en début de séance, du défenseur de Rivoire, de dénier la qualité de campagne à Rina Scherman, et ensuite, contre toute attente, l'arrivée, dans ce procès, d'une autre partie civile constituée par les deux enfants de Didier Contant qui se sont fait représenter jeudi par leur défenseur, M^e Gérard Philippe. Une nouvelle donne qui renforce l'argumentation de Rina Sherman défendue par M^e Gény-Santoni et qui a, manifestement fortement déstabilisé la défense de Rivoire, assurée par M^e Bourdon, grand tenant de la thèse de «qui-tu-qui ?». Verdict le 26 novembre.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

D'entrée de jeu, M^e Bourdon a tenté de récuser la qualité de «partie civile» à Rina Sherman, une personne, selon lui qui «s'est autoproclamée campagne de Didier Contant». Cette tentative de faire avorter pour vice de forme le procès a lamentablement échoué. Rina Sherman a bien été entendue au titre de partie civile contre Jean-Baptiste Rivoire pour

«violences volontaires préméditées» contre son ancien compagnon. C'était là le premier revers essuyé par M^e Bourdon. Le deuxième est la tentative sans résultat de faire entendre au titre de témoin, François Gèse, cet éditeur qui ne cesse, depuis près de vingt ans, de faire endosser les actes terroristes perpétrés dans notre pays aux militaires algériens et de porter au pinacle tous ceux qui développent la thèse du «qui-tue-qui ?». Arrivé en ren-

fort en début de séance, François Gèse, que M^e Dupuis, la présidente, devait entendre «si le temps le permettait», a dû finalement partir sans intervenir, au grand désespoir de Rivoire et sa défense.

La déception n'allait pas s'arrêter là : les deux enfants de Didier Contant se sont constitués partie civile la veille du procès et leur avocat, M^e Gérard Philippe qui les représentait au procès, s'est indigné de tout l'acharnement de Rivoire contre Didier Contant : «On a jeté aux chiens un homme, on a détruit un homme. Ce n'est pas habituel. Ce n'est pas ce que doit faire un journaliste. Didier Contant a été moralement précipité dans cet extrême du suicide.»

C'est, entre autres, ce qu'a développé l'avocat des enfants Contant qui a demandé réparation pour le préjudice moral subi par le suicide provoqué de leur père. C'est justement l'acharnement et le tourbillon infernal dans lequel Rivoire a mis son confrère journaliste Didier Contant qui a constitué l'essen-

tiel du procès de jeudi.

Se basant sur les résultats de l'enquête sur les circonstances du décès de Contant engagée par un juge d'instruction en février dernier, la présidente s'est limitée à rappeler, étape par étape, les éléments contenus dans ce dossier, à savoir les très nombreux coups de fil, entretiens, mails de Rivoire en direction de confrères pour tenter de discréditer Didier Contant et pour empêcher que ce dernier publie la deuxième partie de l'enquête qu'il effectua en Algérie sur la mort des moines de Tibhirine et qui apportait la preuve que ces derniers ont bien été tués par les terroristes.

Naturellement, les résultats du travail effectué en Algérie par Contant n'arrangeaient pas les petites affaires de Rivoire qui militait pour une autre thèse, celle qui fait des militaires algériens, les auteurs de toutes les exactions commises sur notre territoire aidés en cela des services secrets.

Et là, Rivoire est allé très loin dans ses accusations,

révélées par les pièces du dossier : il accusa son confrère Didier Contant de travailler pour les services de sécurité tantôt français et algériens, tantôt algériens. Cela, il l'a écrit, il en a fait part aussi à des responsables de médias divers (*Le Figaro-Magazine* ; France 2, Gamma..) auprès de qui il s'acharnait à présenter Didier Contant comme «une personne suspecte, pas fiable et liée aux services secrets algériens».

Non seulement la rumeur a pris, Contant n'a pu publier la deuxième partie de son enquête sur les moines de Tibirhine dans *Le Figaro*, même si les responsables de ce journal se défendent d'avoir suspendu la publication suite aux rumeurs de Rivoire, ils ont reconnu et c'est inscrit au dossier que Rivoire leur a bien dit que Contant faisait partie des services.

Et la descente aux enfers commence pour Didier Contant qui se sentait dorénavant comme un pestiféré dans la profession, un journaliste allié des services secrets algériens,

qui ne pourrait jamais plus exercer nulle part.

Dans sa plaidoirie, M^e Gény Santoni a d'abord relevé les contradictions entre les déclarations de Rivoire lors de son procès contre Jean François Kahn et celle qu'il fait aujourd'hui, puis a conclu : «Rivoire, par son acharnement et ses rumeurs, ne pouvait ignorer qu'il va pousser Contant à une mort professionnelle.»

A court d'arguments et ne pouvant nier ni les propos ni les faits contenus dans le dossier, M^e Bourdon évoque dans sa plaidoirie «une maladresse de Rivoire mais pas une intention de nuire». Mais il ne peut s'empêcher de déclarer que «Rina Sherman a participé à des conférences en Algérie. Elle se dit ethnologue mais elle est devenue une spécialiste du terrorisme».

Cette dernière déclaration qui n'a rien à voir avec le procès est peut-être là pour nous rappeler que décidément les «qui-tue-qui ?» n'ont pas désarmé. Loin de là.

K. B.-A.

INTERVIEW EXPRESS DE RINA SHERMAN, COMPAGNE DE DIDIER CONTANT :

«Que l'honneur et la réputation de Didier Contant soient rétablis»

Le Soir d'Algérie : Quelle est l'impression que vous a laissé le déroulement du procès de jeudi ?

Rina Sherman : C'était une audience à juge unique pour des raisons juridiques de droit français et contenue dans le temps d'une matinée. Nous étions tous un peu frustrés du manque de temps accordé à chacun, et ce après cinq ans de bataille juridique pour arriver à une audience publique.

Néanmoins, pour la mémoire et l'honneur de Didier Contant, pour le droit et pour la déontologie des journalistes, il est très important que cette audience publique ait eu lieu.

Pour que les faits et gestes de Jean-Baptiste Rivoire à l'encontre de son confrère Didier Contant soient connus et que la dignité de ce grand reporter soit rétablie. Le fait qu'un journaliste ait mis en examen et renvoyé devant le tribunal correctionnel pour violences volontaires préméditées envers un confrère est très important pour la jurisprudence et la déontologie.

Le fait que la présidente ait déroulé dans le détail tous les appels téléphoniques, courriers, et entretiens de Rivoire avec les médias pour les mettre en garde contre Didier Contant n'est-il pas de bon augure ?

La juge me semblait très bien connaître le dossier, détail par détail, et pièce par pièce. En un sens, elle a fait la synthèse en reprenant geste par geste et acte par acte les faits pour rétablir le déroulement des événements tels qu'ils se sont déroulés non seulement pendant l'investigation de Didier Contant sur l'enlèvement et l'assassinat des moines de Tibhirine mais aussi après son retour en France et la tournure tragique qu'ont prise les choses à partir du début du mois de février 2004. Maintenant, laissons la justice faire son travail et attendons le verdict le 26 novembre prochain.

L'on a vu se constituer partie civile, la veille du procès, les enfants de Didier. Ils dénoncent, à travers leur avocat, le harcèlement

de leur père par Rivoire. C'est un peu le coup de théâtre pour la défense de Rivoire qui s'est vue affaiblie hier, non ?

J'ai appris leur décision la veille du procès. Je venais de rentrer à Paris après six semaines d'absence et je n'avais donc eu aucun contact avec eux. La décision leur appartient. Il est tout à fait normal que les enfants de Didier Contant insistent pour que la mémoire et la dignité de leur père soient rétablies. Leur conseil a d'ailleurs très bien plaidé allant dans ce sens. Je ne peux que saluer leur démarche.

François Gèse, présent hier au procès, a tenté par le bais de l'avocat Bourdon de témoigner. Il n'a pu le faire et cela a eu l'air de mettre en boule la défense de Rivoire. Est-ce un échec, dans ce procès des «qui-tu-qui ?»

Françoise Gèze a peut-être voulu témoigner du fait que je lui ai écrit au sujet du livre de Rivoire qui devait sor-

tir chez lui peu de temps après la mort de Didier Contant. Je trouvais extrêmement choquant que quelqu'un puisse continuer de travailler normalement, alors que «l'affaire Rivoire» venait d'éclater sur la place de Paris.

La moindre des choses aurait été de retarder de quelques semaines la sortie du livre, par décence. J'ai également écrit à la direction de Canal +, qui m'a menacé d'articles de droit. Je lui ai répondu que Rivoire agissait au nom de Canal+. Je n'ai pas reçu de réponse. Seulement, une seule des émissions de Canal+ pour lesquelles travaillaient Rivoire et Paul Moreira existe toujours, l'autre a été annulée. Et ce n'est ni Rivoire ni Moreira qui s'en occupe. Peut-être, il faut croire que Canal + a préféré agir ainsi.

C'est par Gèze que l'information sur la présence de Didier Contant en Algérie est arrivée à Rivoire. Anouar Koutchoukali de Justicia Universalis, ONG néerlandaise, était alors le porte-parole de Tigha, en détention provisoire aux Pays-Bas. Koutchoukali a téléphoné à Gèze pour

lui dire qu'un journaliste français — peut-être Rivoire ? — a fait une interview avec la femme de Tigha à Blida. De là, Anna Bozzo s'est jointe à l'emballement et avec elle Tigha a décrété que Contant travaillait pour des services. Mais Tigha l'a dit par la suite publiquement à deux reprises, que Didier Contant n'a en rien gêné son épouse.

Anna Bozzo a même signé un article sur Algeria Watch publié après la mort de Didier Contant qualifiant de harcèlement sa visite à Mme Tigha, alors qu'il est resté sur le pas de la porte, en présence d'un confrère et une femme pour respecter les traditions en vigueur. C'est comme ça qu'ils travaillent.

Qu'attendez-vous précisément de ce procès ? Quel type de condamnation ?

Que justice soit faite, que les faits soient reconnus, que l'honneur et la réputation de Didier Contant soient rétablis.

Propos recueillis par K. B.-A.